

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Ottawa, 29 janvier 2021

Des fonctionnaires parlementaires d'Amérique latine ont participé virtuellement à la 2e réunion du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour le parlement ouvert de ParlAmericas

Le 22 janvier 2021, des fonctionnaires parlementaires de 15 pays d'Amérique latine ont participé à une rencontre virtuelle pour réfléchir aux progrès de l'ouverture législative dans l'hémisphère et contribuer au processus en cours de révision et de mise à jour de la [Feuille de route pour la transparence parlementaire de ParlAmericas](#). En outre, il y a eu pendant cette réunion une présentation sur la méthode révisée de l'[Indice latino-américain de transparence législative](#), élaboré depuis 2011 par le Réseau latino-américain pour la transparence législative.

La sénatrice Blanca Ovelar (Paraguay), présidente de ParlAmericas, a inauguré la réunion en soulignant que « les fonctionnaires parlementaires sont des acteurs clés dans l'ancrage de toutes les idées essentielles que promeut notre mission, et pour garantir l'institutionnalisation de tous les efforts d'ouverture législative ».

Pour présenter la première partie de cette activité, dédiée au processus de mise à jour de la Feuille de route pour l'ouverture législative, Mme Rocío Noriega, conseillère du Groupe bicaméral sur la transparence du Congrès national du Chili, a souligné l'utilité de cette feuille de route pour « aider à comprendre ce qu'est un parlement ouvert et quels sont ses piliers », ainsi que son importance « pendant les processus d'élaboration et de mise en œuvre de plans d'action et d'engagement dans la région ».

Suite à une présentation sur les [résultats de l'enquête visant à guider la révision de la feuille de route](#) de Mme Emilie Lemieux, directrice adjointe du parlement ouvert et du développement durable à ParlAmericas, les participantes et participants se sont divisés en cinq groupes de travail afin de recueillir davantage d'idées et de meilleures pratiques, ainsi que pour échanger des expériences servant de références dans le processus de révision. Ces groupes de travail ont été dirigés par des fonctionnaires parlementaires de l'hémisphère. M. Waldir Bezerra Miranda, secrétaire général adjoint du Bureau du Sénat fédéral du Brésil, a dirigé le groupe de travail sur la transparence et l'accès à l'information publique. Mme María Liz Sosa, directrice générale du Renforcement législatif et de la Coopération externe du Sénat du Paraguay, a mené le groupe sur la reddition de comptes. M. Juan Carlos Chavarría, directeur du Département de la participation citoyenne de l'Assemblée législative du Costa Rica, a mené celui sur la participation citoyenne. Mme Rocío Noriega a dirigé le groupe de travail sur l'éthique et la probité. Enfin, M. Mauricio Sarabia, directeur général de la Planification de l'Assemblée nationale de l'Équateur, était chargé du groupe de travail sur la planification stratégique.

Durant la deuxième partie de cette réunion, consacrée à la présentation de la nouvelle méthodologie de l'Indice latino-américain de transparence législative par le Réseau latino-américain pour la transparence

législative et EUROsociAL+, des représentantes et représentants d'organisations internationales et de la société civile ont rejoint le groupe. Mme Analina Montes, directrice générale du Congrès national du Honduras, leur a souhaité la bienvenue au nom du Réseau de fonctionnaires parlementaires pour le parlement ouvert. Elle a aussi souligné l'importance de cet indice et de collaborer avec la société civile dans les processus de cocréation de plans d'action et d'engagements pour l'ouverture législative : « ParlAmericas a établi un Protocole d'entente avec le Réseau latino-américain pour la transparence législative, qui inclut des organisations de la société civile de la région afin de consolider davantage des collaborations plus étroites entre les parlements et la société civile. » Sont également intervenus M. Marcelo Espinel, directeur de projets de la fondation Ciudadanía y Desarrollo ("Citoyenneté et Développement"), et M. Borja Diaz Rivillas, responsable de la Bonne gouvernance du Secteur de la gouvernance démocratique au sein d'EUROsociAL+.

[M. Roger Celi](#), coordinateur du secteur législatif de la fondation Ciudadanía y Desarrollo, organisation coordinatrice du Réseau latino-américain pour la transparence législative, et [M. Raúl Ferrada](#), consultant d'EUROsociAL+ sur le projet de renouvellement de l'Indice latino-américain de transparence législative, ont présenté les mises à jour de cet indice et ont répondu aux questions des participants.

Pour clôturer cette réunion, Mme María Gabriela Graell, directrice des Relations internationales de l'Assemblée nationale du Panama, a souligné l'importance des outils complémentaires comme la Feuille de route pour la transparence parlementaire et l'Indice latino-américain de transparence législative. Elle a également insisté sur l'utilité des espaces comme le Réseau de fonctionnaires parlementaires pour le parlement ouvert de ParlAmericas, qui permet d'échanger des idées : « C'est une joie de savoir que ce réseau continue de se développer et qu'il a été très bien reçu, permettant à davantage de parlements et de départements des institutions où nous travaillons de s'impliquer et de s'engager pour des parlements plus ouverts. »

Pour obtenir plus d'information sur le travail de ParlAmericas, rendez-vous sur www.parlamericas.org et suivez @ParlAmericas sur les réseaux sociaux.